

Délibération n° 2020-07-10/2

Objet : Demande de protection fonctionnelle de Monsieur le Maire

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU VENDREDI 10 JUILLET 2020**

L'an deux mille vingt, le vendredi 10 juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 3 juillet 2020, s'est réuni à 19 h, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaires et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Pierre RICO.

La séance a été publique.

Nombre de membres en exercice : 29

Secrétaire de séance : Bernadette CONTE-ARRANZ

Présents : Jean-Pierre RICO

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Marc PELLET - Bernadette CONTE-ARRANZ - Xavier MIRAULT
Christiane PISTRE - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK
Maryline BENEDETTI - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine
BOYER - Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO - Romain CASAS-MATEU - Laurie BELTRA - Philippe
CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR
Cathy PROST

Absents représentés : Patricia NIVASSE pouvoir à Christiane PISTRE - Benoît DELTOUR pouvoir à Marc PELLET - Isabelle GIANIEL pouvoir à Philippe CATTIN-VIDAL

Monsieur Marc PELLET, rapporte :

Pour le déroulement des débats et le vote de la présente délibération, Monsieur le Maire, intéressé à l'affaire, a quitté la salle du Conseil municipal.

En vertu de l'article L.2123-35 du Code général des collectivités territoriales, le Maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la commune conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le code général des collectivités territoriales.

La commune est tenue de protéger le Maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

La commune est subrogée aux droits de la victime pour obtenir des auteurs de ces infractions la restitution des sommes versées à l'élus intéressé. Elle dispose en outre aux mêmes fins, d'une action directe qu'elle peut exercer, au besoin par voie de constitution de partie civile, devant la juridiction pénale.

Par courrier du 2 juillet 2020 Monsieur Jean-Pierre RICO, sollicite en sa qualité de maire de Pérols, la mise en œuvre de la protection fonctionnelle dans l'affaire qui l'oppose à la SCI RI2M, sise 2 chemin du Canal à Pérols, suite à la parution et à la distribution la veille du scrutin du 28 juin 2020 d'un tract comportant des propos diffamatoires à son encontre.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- ✦ Accorder le bénéfice de la protection fonctionnelle à Monsieur le Maire dans le conflit qui l'oppose à la société RI2M en vue de prendre en charge les frais d'avocat et permettre la réparation des préjudices matériels, corporels, financiers ou moraux.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 26 voix (2 abstentions : Philippe CATTIN-VIDAL, Isabelle GIANIEL).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 10 juillet 2020
Le Maire
Jean-Pierre RICO

